Dans le cadre du mois de l’Environnement, et

antérieurement à la conférence qu’il a tenue à l’Institut français le 15 novembre 2012, nous avons rencontré Istvan Bart, Directeur de l’Institut Hongrois pour l’Efficacité Énergétique (MEHDI) un organisme privé ayant pour mission de sensibiliser les pouvoirs publics et de mieux informer les décideurs comme les particuliers sur les intérêts et les enjeux d’une politique volontariste en matière d’efficacité énergétique.

M. Bart a accepté de faire le point pour le JFB sur les grandes lignes qui sous-tendent ces problématiques en Hongrie.

Votre intervention à l'Institut français le 15 novembre portera sur les moyens qui permettent de réduire la consommation d'énergie et les avantages économiques et plus largement sociaux que représente cette baisse de consommation. Que pouvez-vous nous en dire de manière synthétique ?

Réduire la consommation d'énergie a été très tôt identifié comme le moyen le plus efficace de réduire les émissions de CO^2. Mon intervention portera principalement sur les opportunités pour les habitations individuelles et les travaux que peuvent réaliser les particuliers pour diminuer considérablement leur consommation d'énergie. Ces travaux vont d'interventions très simples et relativement peu coûteuses à des interventions plus complexes entraînant des dépenses plus importantes mais, de ce fait, un rapport plus important sur le long terme. Vous savez, qu'en matière d'économie d'énergie, il est plus rentable d'utiliser son argent pour faire réaliser des travaux de ce type que de le laisser à la banque. Je présenterai aussi les différents programmes et cadres juridiques dans lesquels s'inscrit cette lutte pour une meilleure efficacité énergétique.

Pourquoi avoir choisi pour cette intervention d'accorder une telle importance aux habitations individuelles ?

Les maisons individuelles représentent en nombre la part la plus importante du parc d'habitation en Hongrie. De plus, bien qu'un pourcentage extrêmement élevé (ndlr : entre 86 et 92 % selon les estimations) des Hongrois soient propriétaires. Il y a donc deux problèmes : le financement et la confiance dans les divers intervenants qui vont réaliser les travaux. Un propriétaire ne connaît souvent rien aux problématiques liées à l'isolation et c'est pourtant lui qui devra prendre toutes les décisions.

Quelles sont les solutions à mettre en œuvre selon vous ?

Il existe des solutions immédiates et peu onéreuses comme l'installation d'un ou de plusieurs thermostats. Le fait de pouvoir régler la température permet déjà une économie substantielle. De manière générale, pour les travaux plus importants, comme le remplacement des portes et fenêtres, de la chaudière ou du chauffe-eau, par exemple, les travaux doivent être réalisés en suivant une planification unifiée et calibrée par rapport à l'isolation de manière à ce que les éléments soient en synergie avec les déperditions possibles.

Quelle est l’optique du gouvernement matière de financement des projets et d’incitation à une plus grande efficacité dans la consommation d’énergie ?

Même si la réduction des dépenses en énergie est bien présente dans les priorités énoncées par le gouvernement, le budget destiné à permettre d’améliorer l’efficacité énergétique des habitations a été de 1,9 milliards de forints cette année et sera de un milliard l’année prochaine. Pour le gouvernement, il semble plus aisé de concentrer son attention sur de grands projets comme la construction de centrales thermiques, la rénovation et le développement du parc nucléaire hongrois ou l’isolation de bâtiments publics que de favoriser une meilleure isolation des maisons individuelles. Notre travail consiste à convaincre les pouvoirs publics que ce secteur est essentiel pour la réduction de la consommation d’énergie au plan. Il faut savoir que 33 % de la consommation d’énergies primaires est utilisée pour le chauffage ou pour chauffer l’eau dans les constructions résidentielles. Une grande partie des fonds européens qui pourraient être utilisés afin de diminuer cette proportion n’ont pas encore fait l’objet d’attributions et l’on peut prévoir que dans le futur les fonds attribués aux rénovations des constructions résidentielles seront de plus en plus importants puisque cette politique fait l’objet d’un consensus et que de nombreuses politiques incitatives ont déjà été mises en place dans d’autres pays de l’Union européenne. La Hongrie présente des difficultés dues à l’existence d’une véritable économie parallèle dans la construction qui rend difficile le recours aux prêts ou à des solutions financières en vigueur dans d’autres pays.

Xavier Glangeaud

•

Catégorie
Agenda Culturel